

D 939 ARGENTINE: LE CARDINAL ET LES DISPARUS

Il fallait s'y attendre. Après avoir atteint les militaires, les retombées du problème des détenus-disparus d'Argentine se font maintenant sentir sur les évêques du pays. On connaît la position de l'épiscopat national dans cette affaire: démarches privées auprès des autorités, quasi silence public (cf. DIAL 385, 433, 503, 535, 606, 709, 830 et 863). C'est à l'intérieur de l'Eglise catholique que, pour l'instant, les accusations contre le silence de l'épiscopat sont les plus fortes. A l'occasion du 1er Forum du peuple argentin sur le terrorisme d'Etat, le 15 décembre 1983, le Père Puigjané a publiquement déclaré que l'Eglise catholique avait été complice des crimes commis contre le peuple argentin durant les années terribles de l'après-1976. Ce prêtre est connu pour avoir accompagné le mouvement des Mères de la place de mai. Sommé de se rétracter par le cardinal Aramburu, archevêque de Buenos-Aires et président de la conférence épiscopale argentine, le P. Puigjané a refusé. Il s'en explique dans la lettre que nous publions ci-dessous. Suite à cette lettre, il a été interdit de ministère sacerdotal dans le diocèse de Buenos-Aires.

Note DIAL

LETTRE DU P. ANTONIO PUIGJANÉ, CAPUCIN,
AU CARDINAL ARAMBURU

A Son Eminence
le cardinal Juan Carlos Aramburu
Buenos-Aires

Copahue, prov. de Neuquén,
le 11 février 1984

Très cher frère évêque,

Paix et bien!

Avant-hier soir j'ai reçu un mot de mon frère provincial Luis. Il me communiquait, de la part de Mgr Rissotto, votre désir de savoir où en est la rétractation que vous m'aviez demandée. Merci beaucoup, Monseigneur! Avez-vous lu la réponse négative, alors que vous étiez en voyage dans le Sud? Luis et Mgr Castagna pensent que le mieux serait que vous m'accordiez audience. Mais comme je suis ici en repos pour des problèmes d'arthrose aiguë, Luis m'a dit, de la part de l'évêché, que je devais écrire de cette façon: "Je reconnais que les expressions utilisées le 15 décembre 1983, à l'occasion du 1er Forum du peuple argentin sur le terrorisme d'Etat, sont contraires à la vérité, à la justice et à la charité".

Cher Monseigneur, frère évêque, j'ai prié toute la nuit suivante et encore le lendemain. Je n'aspire à vivre que ce que le Seigneur me demande, mais aussi tout ce qu'il me demande. Je crois avoir reçu une réponse claire à la messe d'hier. C'est en Marc 7, 31-37: Jésus est le seul qui peut nous guérir de notre surdité et de notre difficulté à parler; et Jésus nous parle très clairement par les frères qui souffrent. Vous et moi avons besoin de les écouter tous les jours.

J'ai compris très clairement une chose, Monseigneur: vous et moi sommes frères, par-delà votre condition de cardinal et d'archevêque et la mienne comme religieux inutile, votre prêtre. Nous sommes deux frères qui avons largement dépassé le demi-siècle. Nous avons avancé en âge parmi les oraisons, les retraites et les sacrements, tous les deux depuis notre plus tendre enfance. Devant Jésus, j'ai honte de vous adresser ce "vous" si distant. Si nous le voulons bien, le moins que nous puissions faire c'est de nous tutoyer comme des frères, et non pas de nous traiter comme des étrangers. C'est pourquoi, frère Evêque, je me permets de te tutoyer. Comme ça je pourrai parler plus sincèrement. D'accord? Parfait! Je suis sûr que quand nous nous retrouverons tous les deux devant Jésus le juge, il va au moins nous féliciter pour ça.

En lisant St Marc, j'ai cru comprendre que si je t'envoyais ce que me demandait Luis, j'allais te mentir et te trahir. J'allais te tromper. J'ai répondu à Luis que j'allais me mettre à prier pour écouter ce que le Seigneur voulait que je te dise. Je lui disais que je te voyais à un poste tellement difficile, tellement éloigné de ce Jésus qui souffre, pleure, crie, et qui nous touche du doigt les oreilles et la langue pour nous guérir (nous, le peuple), que même lui (qui est la sainteté même, avec d'innombrables dons de Dieu) en aurait le vertige.

C'est pour ça, frère évêque Juan Carlos, que je tiens à te faire savoir tout ce que je ressens. Le Seigneur te dira ce que tu dois faire de tout cela et de moi-même. Je te parle en sa présence, avec respect et affection, comme les hommes doivent toujours parler entre eux, à plus forte raison les chrétiens.

J'ai beaucoup souffert ces dernières années. J'ai touché d'assez près la pauvreté de notre peuple que Puebla qualifie d'"inhumaine" (n° 29) et d'"anti-évangélique" (n° 1159). J'ai fini par constater que la souffrance du peuple trouve son origine dans la situation de "violence institutionnalisée" (Paix, n° 16), ainsi que l'a appelée Medellín.

La mort semée par milliers dans le meilleur de notre jeunesse a été à l'évidence l'oeuvre de ceux qui ont vu leurs privilèges être mis en danger. On n'a pas hésité à utiliser les méthodes répressives les plus monstrueuses en vue d'anéantir ce qui pouvait servir à l'unité de notre peuple et lui donner force. Ce n'est pas la guérilla qu'on a cherché à anéantir (celle-ci n'a été qu'une occasion bien mise à profit, aujourd'hui encore), mais un peuple pauvre qui commençait à prendre conscience de sa dignité et de ses droits.

Cher Juan Carlos, frère évêque, je t'avoue que ma douleur et, très souvent, mon indignation ont été bien grandes. Depuis les premiers jours de 1979, quand mes supérieurs m'ont nommé dans ton diocèse sans que je l'aie cherché, les mères aux fils disparus se sont présentées à mon confessionnal tellement à bout, tellement à fond, que j'y ai vu un appel de Jésus adressé directement à mon coeur. Vois-tu, bien que j'aie eu un père arrêté-disparu

(il est sorti au coin de la rue, en plein midi, pour aller acheter des fruits le 8 septembre 1972, et quatre hommes l'ont jeté dans une automobile...) et bien que j'ai été depuis au courant des disparitions (après l'assassinat de Mgr Angelelli), les disparus n'étaient pour moi qu'un problème parmi tant d'autres. Après cette confession à Pompeya, devant cette mère, Carmen García, décomposée par la disparition de son fils Juan Carlos, ancien élève de chez nous, j'ai compris que c'était là le plus grand des drames de notre pays, la terrible torture que subissaient des milliers de familles, depuis les mères les moins âgées jusqu'aux grands-mères.

Très vite j'ai eu le sentiment que c'était Jésus lui-même qui exigeait de moi de me joindre à elles, de les accompagner, de lutter à leurs côtés.

Je me suis efforcé de le faire, avec mille faiblesses, lâchetés, recules, manques d'imagination et de générosité. Nous avons organisé des rencontres, des veillées de prière, des messes privées (parfois publiques, jusqu'à ce qu'elles nous soient interdites), des nuits entières d'oraison (à Santa Cruz), des jeûnes; nous avons fait les marches du jeudi sur la Place de mai et beaucoup d'autres, publié dans la presse des avis en publicité payante, écrit des centaines de lettres et pétitions. Tout cela n'était que peu de choses. Nous avons été arrêtés. Il y a même eu des mères qui ont disparu à leur tour. Une après-midi, alors que j'étais en bure et tout le reste, j'ai été arraché du bus 28 par deux frères des "Renseignements", revolver en main; et dans un couloir, après m'avoir crié insultes sur insultes, ils m'ont promis de me liquider si je retournais une seule fois encore sur la Place de mai. Je leur ai dit qu'eux aussi étaient mes frères; que je les aimais comme les autres et que je lutterais aussi pour eux en cas de besoin; qu'ils agiraient mal s'ils me tuaient, mais qu'ainsi ils ne feraient que rapprocher le moment de la grande rencontre, car je croyais en la vie et non pas en la mort; mais que de toutes manières ils me trouveraient sur la Place de mai, tous les jeudis à la même heure tant que je serais à Buenos-Aires. "Espèce de fou! Communiste! Contente-toi de baptiser et ne te fourre pas là-dedans, sinon on va te foutre à poil." Ils m'ont jeté mes documents d'identité à la figure et ils m'ont poussé violemment sur le trottoir.

Une fois, je suis allé te parler, frère évêque, et après une longue conversation tu m'as déclaré que tout ce que je faisais avec les Mères était "anti-évangélique", car cela ne faisait qu'augmenter leur douleur. Je t'ai répondu que tout ce que tu me disais, c'est ça qui était pour moi anti-évangélique... Tu as ri, et à ma question de savoir si tu m'interdisais alors d'accompagner les Mères, tu m'as déclaré "Non, mon Père, je le laisse à votre conscience". Ce que j'ai fait.

Cela m'a encouragé, à l'époque, à travailler avec une volonté renouvelée. Mais il y a eu de nombreuses, très nombreuses entraves et difficultés, incompréhensions et mains lavées, depuis mon Ordre des capucins jusqu'à la hiérarchie de l'Eglise. La Commission justice et paix de l'Ordre m'a cependant envoyé de Rome, l'année dernière, ses félicitations et ses encouragements pour ce que je faisais.

Maintenant, frère évêque, en ces heures silencieuses de Copahue, entouré de montagnes et de neige, je voudrais t'ouvrir mon coeur, sans ordre défini ni plan arrêté.

Je me suis toujours efforcé de vous aider, vous évêques, dans votre très difficile mission. Par des lettres et encore des lettres, à tel ou tel d'entre vous ou à vous tous, j'ai essayé de vous faire savoir ce que je voyais,

ce que je ressentais, ce que je touchais de milliers de victimes. Dans l'ensemble j'ai eu l'impression que vous me preniez pour un fou, ou un maniaque, et que mes lettres finissaient au panier...

Nous voici le lundi 13. Je reprends ma lettre. Je sais de certitude claire que je peux demander "la sagesse" et qu'elle me sera accordée (Jacques 1, 5). Et c'est ce que je fais, face au spectacle majestueux du volcan Copahue que Dieu le Père nous offre en cadeau (aujourd'hui je me surpris à remettre en cachette à Mgr Witte de la terre du Lac du Cochon).

Tu n'as pas aimé que je reconnaisse, dans la douleur et dans la honte, que comme Eglise, en particulier la hiérarchie, nous avons été complices des crimes horribles commis contre notre peuple. Je t'assure que, devant Dieu, c'est ainsi que je le vois et le ressens. Et je te le dis en toute franchise: ainsi le pensent des milliers et des milliers de chrétiens, de très nombreux prêtres (si tu savais combien d'entre eux m'ont félicité et m'assurent qu'ils ressentent la même chose!). Ainsi le ressentent, oh combien! les centaines de milliers de parents de disparus. Eux tous nous considèrent - et, je le crois, avec raison - comme beaucoup plus coupables que les militaires eux-mêmes, nous les hommes d'Eglise et vous, en particulier, les évêques. J'aimerais que tu lises ces lignes et que tu réfléchisses sereinement devant le Seigneur, car c'est comme je te le dis. Les évêques argentins pèsent d'un poids énorme dans la vie du pays. A l'exception de quelques-uns qu'il n'est même pas besoin des cinq doigts d'une seule main pour les compter, vous ne vous êtes pas jetés dans la mêlée.

Juan Carlos, frère évêque, regardons froidement les choses. Dans vos documents vous avez dit des vérités. C'est sûr. Mais, voyez-vous, vous les avez noyées au milieu de tant de paroles, dans la gravité de l'heure que nous vivions, qu'en définitive elles ne signifiaient rien. C'étaient "des aiguilles dans une meule de foin". Avec de telles déclarations, si floues dans leur ensemble, vous ne vous êtes pas opposés au génocide et à la torture, faits publics dont les victimes étaient notre pauvre peuple. Et la chose est claire puisque vous avez continué à célébrer des messes en compagnie des assassins, des tortionnaires et des voleurs, parfaits représentants de la dictature. Jusqu'au dernier jour.

Le fait de recevoir de l'argent de ceux qui torturaient et volaient le peuple, en le plongeant ainsi dans la misère, a été un scandale. On est même allé jusqu'à donner officiellement un traitement aux séminaristes (je l'ai lu dans un journal). La subvention de 8 millions de pesos qui t'a été allouée pour acheter une maison, par les soins du ministère des relations extérieures et du culte, avec ses considérants affligeants, même si elle n'a pas été rendue effective, constitue le point haut de vos rapports avec les coupables des disparitions et du génocide.

Ne crois-tu pas, frère Juan Carlos, que c'est là une preuve claire de complicité? Comment veux-tu, frère évêque, que les milliers et milliers de parents ne soient pas furieux, scandalisés, indignés à cause de vous et de toute l'Eglise, puisque vous en êtes la tête visible?

Le 10 février, je lisais dans "Rio Negro" les déclarations de Mgr Laguna à son retour au pays, et j'en ai eu beaucoup de peine. Ne vois-tu pas, frère, que vous êtes dans un autre monde? Tu crois qu'à ce point de l'horreur en train de se dévoiler, avec ses monstruosité en tous genres, on peut mettre dans l'autre plateau de la balance tout tranquillement, un simple "comment nous avons parlé avec insistance du sujet des disparus", par manière de justification de l'attitude des évêques argentins? C'est incroyable!

C'est par vagues entières que se bousculent dans mon esprit les souvenirs de vos attitudes, mes chers frères évêques. Sincèrement, Juan Carlos, j'ai du mal à croire que vous soyez tombés si bas dans la mise en oeuvre évangélique de votre mission de pasteurs, à des moments si durs, et qu'à d'honorables exceptions près, que nous connaissons, vous ne vous en rendiez pas compte.

Car si tu t'en étais rendu compte, si tu avais su et reconnu ce que notre peuple pense de votre responsabilité dans ces douloureuses années, c'est toi qui, au lieu de me sanctionner, m'aurait remercié de ce que j'ai dit le 15 décembre 1983. Mes paroles n'ont été qu'une infime partie de ce que nous devrions reconnaître, regretter, confesser, de ce pour quoi nous devrions demander pardon et nous proposer à faire pénitence devant le peuple et, dans de nombreux cas (le Vicariat aux armées!), devant la justice, en raison de notre complicité dans ces crimes. Comme Eglise, nous avons enseigné à répétition que chacun doit reconnaître son péché, se repentir et faire pénitence s'il veut être pardonné.

Les grands exécuteurs de cette monstruosité, les militaires et leurs adeptes, se défendent en commençant par nier mensongèrement puis, devant l'évidence, en prétextant le combat contre la guérilla et les fameux "actes en service commandé". L'Assemblée permanente des droits de l'homme a fait publiquement connaître, l'autre jour, "son inquiétude et sa stupeur devant la superbe dont font preuve des chefs militaires de haut rang" qui nient ou couvrent des faits et qui, devant l'évidence d'un si horrible génocide, déclarent que leur attitude résultait d'un "jeu sanglant".

Frère évêque Juan Carlos, notre capacité d'impassibilité me stupéfie et me blesse douloureusement. C'est comme si nous disions: "Chez nous, il ne s'est rien passé". C'est cela que des sentiments par milliers, suscités par tes paroles tellement sereines, (...) (1) conseil permanent, l'attitude de l'épiscopat durant les années passées. Ne crois-tu pas qu'il est urgent de reconnaître notre culpabilité et de demander pardon à notre peuple?

Le cardinal Primatesta (2) a pu déclarer à la télévision (je l'ai vu et entendu) que le pape ne s'était pas référé à l'Argentine quand il avait, sur la place St-Pierre, dénoncé les disparitions... Je lui avais alors écrit. Mais rien!

Toi-même, frère évêque Juan Carlos, en ne recevant jamais les Mères de la placade mai, en interdisant les messes pour les disparus une certaine année, en disant que de nombreux disparus étaient en train de se promener en Europe, et avec tes déclarations en Italie, jamais parfaitement tirées au clair, sur la non existence de fosses communes (on vient d'en découvrir une dans le cimetière de San Vicente à Córdoba, avec 300 cadavres avec mention "inconnu", puis 300 autres dans le même cimetière, puis encore 300 "inconnus" à Grand Bourg, et aussi les milliers d'"inconnus" dans tout le pays), sais-tu combien cela a représenté de souffrances pour les Mères, et combien les responsables des disparitions ont pu se frotter les mains?

Vraiment, frère Juan Carlos, il est difficile de comprendre comment tu as pu ne pas te rendre compte qu'actuellement, ce n'est pas un esprit de

(1) Passage manquant dans la copie utilisée pour cette traduction (NdT).

(2) Archevêque de Córdoba, président de la Conférence épiscopale à l'époque de la déclaration de Jean-Paul II, le 28 octobre 1979, (cf. DIAL D 606) (NdT).

vengeance qui a cours, mais que commence à peine à se lever le voile qui recouvrait toute cette pourriture criminelle. L'impression prévaut, avec des paroles et celles, semblables, de plusieurs autres évêques (Bernardo entre autres), que ce que vous voulez en réalité c'est jeter le manteau de l'oubli, ainsi que l'a demandé à plusieurs reprises rien moins que Quaracino (3).

Et votre terrible déclaration (de la commission exécutive?) suite au "Document final" des forces armées qualifiant d'"actes en service commandé" les crimes les plus atroces, ce qui a valu au pays un refus universel avec les qualificatifs les plus durs?(4) Vous avez déclaré que ce document était positif mais incomplet. Quelle horreur, frère, quelle horreur! C'était un document criminel, impudent, effroyable. Qu'est-ce qui vous a poussés à le considérer "positif"? Je rappelle qu'à la suite de cette nouvelle et monstrueuse erreur des militaires, fruit de leur orgueil, la publication "Clarín" a écrit que "la colonne vertébrale du haut commandement militaire" aurait été brisée, avec le refus du monde entier, si les hauts responsables de l'épiscopat argentin ne lui avaient pas apporté un soutien unique et inimaginable... Quelle honte! Il en a pourtant été ainsi et il en est ainsi. C'est le lieu de rappeler, sans avoir en main le document de vous trois, le point de vue exprimé par vous selon lequel vous considériez comme valable le fait que les militaires s'en remettent au "jugement de Dieu"... Quant au rabbin Marshall Meyer, il a estimé dans sa magnifique et profonde réflexion (l'as-tu lue?) que ce renvoi à Dieu était blasphématoire. C'est ce qu'a pensé le peuple et les parents des disparus. C'était une imposture sacrilège, impudente, une insolence inqualifiable. Et vous en avez fait les louanges! Ce fut une honte, cher frère Juan Carlos. Vous ne vous êtes pas rendu compte à l'époque? Et aujourd'hui?

Et la non moins fameuse déclaration issue, je crois, du conseil permanent de l'épiscopat sur la scandaleuse "loi d'auto-amnistie"? Comment est-il possible que vous en soyez venus, vous experts en "morale", à dire qu'une telle immoralité était "matière à discussion"? Voyez-vous ça: se pardonner à soi-même des disparitions, des tortures, des viols, des vols et des assassinats par milliers et milliers est "matière à discussion"! Est-ce possible? Vous l'avez dit et vous ne l'avez jamais démenti. Tout le monde, scandalisé, a repoussé cette loi et aujourd'hui elle a été déclarée immorale et "nulle en nullité absolue". Comment est-il possible, Juan Carlos, frère évêque, que vous autres ayez pu dire cela, ne pas vous rétracter et ne pas vous reconnaître aujourd'hui complices? Les photos de ces jours-là... toi et López en visite chez Bignone, parmi les sourires et les grandes accolades... ont été et sont des scandales jamais réparés, des témoignages de complicité (même si vous ne l'avez peut-être jamais soupçonné).

Que dis-tu, frère, des déclarations de Mgr Pérez à Salta? Comment peut-on préférer semblables énormités? Qu'"il faut en finir une bonne fois avec les Mères de la place de mai"! Celles auxquelles il faudrait élever mille monuments car elles ont été l'instrument de Dieu pour nous éveiller à la réalité, à la vérité, à la justice, à l'Évangile! Quel mystère, Juan Carlos, quand on y pense! Ce que vous, les évêques, vous n'avez pas fait, ce que nous n'avons pas fait, nous les prêtres, quelques pauvres femmes l'ont fait, la plupart d'entre elles sans avoir étudié, sans préparation, sans rien de tout ce "sacré" qui est le nôtre. Elles ont été la voix de Dieu, clairement.

(3) Evêque d'Avellaneda et actuel président du CELAM ou Conseil épiscopal latino-américain (cf. DIAL D 863) (NdT).

(4) Cf. DIAL D 857 et 863 (NdT).

Et nous... la voix de qui? Mathieu 23 (5), cela ne te dit rien? Moi, cela me fait peur. Et voilà encore un évêque qui vient et qui dit à la face du pays qu'"il faut en finir une bonne fois avec elles"! Et il n'y a eu aucun désaveu ou quelque chose d'approchant de la part de l'épiscopat. Non content de cela, l'évêque a ajouté que "l'exhumation des cadavres d'inconnus est une infâmie voulue pour porter tort aux forces armées"... Comme si ce n'était pas elles qui les avaient assassinés et enterrés de la sorte! N'est-ce pas pareil ou même bien pire que ce qu'a dit le général Bussi? N'est-ce pas là de la complicité? Je me rappelle qu'un jour, notre bon Bernardo, évêque de La Rioja, nous a dit à Chepes, très sérieux: "Mais qu'est-ce qui vous arrive donc? Vous ne savez pas pardonner?" (C'était après l'assassinat de Mgr Angelelli!) (6). Figure-toi que ce dimanche, après la messe, il vient de dire ici à Copahue: "Mes avocats n'ont pas pu faire la preuve que mon "prédécesseur a été assassiné". Que poursuit-il? La complicité continuerait-elle? Ne vous rendez-vous pas compte que l'Eglise et les forces armées c'est du pareil au même?

Juan Carlos, cher frère, j'espère que Dieu t'a donné la sérénité et la patience suffisantes pour lire jusqu'ici, avec un coeur ouvert, ce que je te dis en toute franchise et sans vouloir te faire souffrir.

A ce point de ma lettre tu comprends pourquoi, sans te tromper et sans me mentir à moi-même, je ne puis déclarer que tout ce que j'ai dit est mensonger. Au contraire. En fait je crois que, même si on peut, en le prenant au pied de la lettre, relever des choses contre la vérité, la justice et la charité dans l'engagement de beaucoup de chrétiens qui ont été torturés, enlevés voire assassinés, il n'en reste pas moins que ce que j'ai dit est peu de chose, comparé à la douloureuse réalité. Si, comme Eglise, nous avions clairement et courageusement fait face au régime criminel, on aurait évité des milliers de morts. C'est certain. Mais peut-être tel et tel d'entre nous auraient-ils dû y laisser leur vie, comme c'est arrivé au "Déplumé" (7). N'était-ce pas là notre devoir?

Et pendant ce temps-là, durant des années, nous avons donné la communion (le signe d'extrême fraternité, dans le don total jusqu'à la mort) aux tortionnaires publics de centaines de milliers d'Argentins. (Combien de fois, dans mes lettres, ne vous ai-je demandé de prononcer leur excommunication! Vous ne m'avez même pas répondu.) Nous sommes allés jusqu'à faire que le pape la leur donne devant deux millions d'Argentins marqués par la douleur, devant de nombreuses Mères de la place de mai auxquelles on ne l'a pas donnée... Et c'étaient les auteurs publics des disparitions et des tortures!

Comment faut-il, frère Juan Carlos, interpréter cette attitude qui a été la nôtre comme Eglise en Argentine?

Et votre irritation, vos doléances, suite au généreux effort du cardinal Arns et d'autres évêques brésiliens? (8). Votre réaction - nous la connaissons tous, Dieu merci - a été identique à celle des militaires: vous en avez appelé à l'ingérence étrangère. Cela ne donne-t-il pas l'impression que vous vouliez, vous aussi, camoufler les crimes des militaires? N'est-ce pas là, clairement, de la complicité?

(5) Chapitre sur l'hypocrisie des scribes et des pharisiens et sur leur malédiction (NdT).

(6) Sur l'assassinat de Mgr Angelelli, présumément par les militaires, cf. DIAL D 329, 750, 856 et 888 (NdT).

(7) Surnom de Mgr Angelelli: il était chauve (NdT).

(8) C'est le diocèse de São Paulo qui a élaboré et publié la liste des 7291 disparus d'Argentine en 1983. Cf. DIAL D 830 (NdT).

Frère évêque Juan Carlos, merci de m'avoir écouté. Je suis maintenant à ta disposition. Mon seul désir, je le répète, c'est de découvrir la volonté de Dieu et de la faire. J'aspire uniquement à une Eglise davantage au service de notre peuple et ainsi, mais seulement ainsi, plus sainte. Pardonne-moi si j'ai pu te blesser par mes paroles. Beaucoup de choses sont très dures, mais je pense que cela ne peut que nous faire du bien de les mettre au clair devant Dieu et devant les frères.

En toute affection, puisque tu es mon frère, et une sincère accolade.

Fr. Antonio Puigjané

P.S. : Il y a encore des milliers de choses dans l'encrier du coeur: le cher Angelelli, Carlos Bustos, les Pères Pallotins, Mugica, Carlos de Dios Murias et Gabriel Longueville... Et le vicariat aux armées! Alors qu'on faisait disparaître et assassinait par milliers nos gars, un aumônier militaire capucin déclarait en public à Córdoba: "La seule chose que je regrette c'est qu'on ne les tue pas tous". Et Bonamin (9) qui a déclaré: "Ce processus (10) est l'oeuvre de la Divine Providence"! Six années s'étaient pourtant déjà écoulées...

Juan Carlos, cher frère évêque, je te quitte. Encore une toute petite chose pour finir. Un critique avisé de toutes les failles de notre société m'a dit un jour qu'il avait peur d'aborder les défauts ecclésiastiques, car il est plus dangereux d'attaquer un évêque qu'un général.

(9) Evêque vicaire aux armées jusqu'en mars 1982 (NdT).

(10) Régime politique des militaires argentins (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441